

Nahrung, corporations et marché en Allemagne aux XVII^e et XVIII^e siècles : débat et renouvellements historiographiques

Comment un concept flou, celui de *Nahrung* (ou « subsistance »), a pu être mobilisé à des fins très diverses, avec une signification fluctuant suivant le contexte...

par **Guillaume GARNER***

INTRODUCTION

Les travaux menés sur l'histoire de l'artisanat et des corporations ont souligné, de manière récurrente, l'incompatibilité existant entre ces dernières et l'économie de marché, avec les notions qui lui sont communément associées : concurrence, liberté du commerce... La corporation y apparaît alors comme une formation sociale dotée de pouvoirs juridiques et politiques visant à assurer à l'ensemble des maîtres une égalité de revenus et de conditions de production. Ce nivellement, qui marquerait les pratiques des corporations, s'incarne dans le principe de *Nahrung*. Cette notion, qu'on traduira en première approximation par le terme de « subsistance », correspond à un revenu permettant d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux des ménages concernés.

Cette vision, présente, par exemple, dans le premier tome de l'*Histoire de la société allemande* d'H-U. Wehler ou encore dans l'*Histoire sociale des artisans allemands* de F. Lenger (1) a des racines historiographiques plus profondes, qui remontent notamment à la publication, au début du XX^e siècle, de l'étude consacrée par W. Sombart au capitalisme. Elle a cependant fait récemment l'objet d'une remise en cause vigoureuse qui,

prenant en compte les catégories à l'œuvre dans les pratiques et les discours des acteurs de l'économie, a réexaminé leur rapport aux notions évoquées de commerce, de concurrence, etc., et s'est, par ailleurs, interrogée sur les notions de marché et d'économie de marché.

NAHRUNG ET INCOMPATIBILITÉ PRÉSUMÉE ENTRE CORPORATIONS ET MARCHÉ

Nous présenterons ici quelques étapes de l'historiographie économique allemande, sans prétendre à l'exhaustivité, ni entrer dans les débats qui l'ont traversée, en insistant sur deux grands moments.

* Mission historique française en Allemagne.

(1) WEHLER Hans-Ulrich, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, vol. 1, *Vom Feudalismus des Alten Reiches bis zur Defensiven Modernisierung der Reform Ära 1700-1815*, (1^{re} édit. 1987), 2^e édit., Munich, Beck, 1989, p. 92-93 ; LENGGER Friedrich, *Sozialgeschichte der deutschen Handwerker seit 1800*, Francfort/Main, Suhrkamp, p. 13-14. Cette vision est également très présente dans le recueil commenté des sources de STÜRMEER Michael, *Herbst des Alten Handwerks. Meister, Gesellen und Obrigkeit im 18. Jahrhundert*, Munich Zurich, Piper, 1986.

Werner Sombart et son ouvrage *Der moderne Kapitalismus*

L'objectif de W. Sombart est d'élaborer une présentation génétique et systématique des structures économiques afin de comprendre la genèse et la spécificité du capitalisme contemporain. Il distingue, pour ce faire, trois phases : l'économie autarcique, l'artisanat et le capitalisme. Dans les deux premières phases, domine une seule et même « mentalité économique », qui se concrétise en « principes économiques », que Sombart étudie d'entrée de jeu. Son approche est idéaliste, en ceci qu'elle postule que les « idées directrices » d'une époque, les mentalités économiques, déterminent l'agir, les pratiques concrètes des acteurs (2) ; par ailleurs, il souligne une opposition entre l'artisanat et le capitalisme, deux types d'économies régies par des mentalités économiques différentes. Au capitalisme correspondraient le principe de gain, la recherche rationnelle du profit maximal, tandis que l'artisanat serait guidé par le principe de subsistance, le *Nahrungsprinzip* (3). Selon Sombart, dans l'artisanat, l'objectif de l'agir économique réside, en effet, dans la garantie d'une subsistance pour tous, permettant la satisfaction d'un certain nombre de besoins, qui varient en fonction de l'appartenance des individus à un ordre (*Stand*) précis. Ce principe est l'expression théorique d'une attitude psychologique communément répandue, faite de traditionalisme, d'empirisme (notamment dans le travail), d'irrationalisme, de paresse, de misonéisme (attitude qui consiste à rejeter toute innovation).

Il trouve son application dans des pratiques concrètes, notamment celles des corporations (4), à travers les mesures qu'elles mettent en œuvre : répartition des débouchés, achat en commun des matières premières, limitation de la production et de la main-d'œuvre par atelier, entente sur les prix, rejet des travailleurs extérieurs aux corporations et des étrangers... Sont donc étrangers à cette mentalité économique l'appât du gain, la recherche du profit et le sens du calcul, Sombart soulignant les efforts qu'a dû accomplir un petit groupe d'individus dotés de l'esprit d'entreprise pour diffuser une « mentalité capitaliste » auprès de la masse de travailleurs soumis à cette mentalité économique archaïque, et pour la leur inculquer (5).

Apparue au Moyen Âge, cette économie corporative urbaine connaît à l'époque moderne peu de modifica-

tions ; le principe de profit y joue cependant un rôle croissant, ce qui se traduit par des comportements visant à assurer aux maîtres une position monopolistique, à travers la fermeture des corporations, l'imposition de barrières à l'accès à la maîtrise, etc., Sombart proposant de qualifier de « *capitalisme corporatif* » ce « *croisement entre esprit capitaliste et organisation corporative* » (6).

Le livre de Sombart a certes suscité dès sa publication un certain nombre de critiques et de débats, qui ont notamment porté sur sa méthode et son approche idéaliste, récemment décrite comme une « psychogenèse » du développement du capitalisme (7). Mais son analyse de la *Nahrung* en tant que principe moteur des corporations a été en grande partie reprise par Max Weber (8). Et, de manière plus générale, la double opposition qu'il a esquissée (artisanat/capitalisme, principe de subsistance/recherche (rationnelle) du profit) a, le plus souvent implicitement, été conservée, jusqu'à une période récente.

Les recherches sur la proto-industrialisation

On partira ici de l'ouvrage de P. Kriedte, H. Medick et J. Schlumbohm, publié en 1977, qui entend présenter un modèle théorique permettant de comprendre la mise en place de la première industrialisation (9), pour montrer comment, de manière parfois implicite, ces recherches ont fondé une partie de leurs postulats sur les conclusions auxquelles W. Sombart était parvenu. En premier lieu, selon ce modèle, si des régions rurales dans lesquelles une grande partie de la population vit totalement (ou dans une large mesure) d'une production artisanale-industrielle de masse destinée à des marchés suprarégionaux et internationaux, ont pu se constituer c'est parce que l'élasticité-offre de la ville est trop réduite, notamment à cause de la politique économique conservatrice des corporations, les pratiques de ces dernières étant guidées par la norme de la *Nahrung* (10). C'est la raison pour laquelle les corporations constituent un obstacle à la croissance et limitent

begeschichtliche Perspektiven, Bielefeld, Verlag für Regionalgeschichte, 1998, p. 19-77, ici p. 24.

(5) SOMBART W., *op. cit.*, vol. 1, p. 34-39.

(6) *Ibid.*, vol. 2, p. 690-691.

(7) REITH Reinhold, « Abschied vom 'Prinzip der Nahrung' ? » *Wissenschaftshistorische Reflexionen zur Anthropologie des Marktes*, in : BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *Nahrung, Markt oder Gemeinnutz. Werner Sombart und das vorindustrielle Handwerk*, Bielefeld, Verlag für Regionalgeschichte, 2004, p. 37-66, ici p. 41.

(8) WEBER Max, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, (1^{re} édit., 1923) Paris, Gallimard, 1991, p. 162.

(9) KRIEDTE Peter, MEDICK Hans, SCHLUMBOHM Jürgen, *Industrialisierung vor der Industrialisierung. Gewerbliche Warenproduktion auf dem Land in der Formationsperiode des Kapitalismus*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1977.

(2) SOMBART Werner, *Der moderne Kapitalismus*, (1^{re} édit. 1902), 4^e édit., Munich Leipzig, Duncker & Humblot, 1928, vol. 1, p. 24-25.

(3) SOMBART W., *op. cit.*, vol. 1, p. 188.

(4) Sur cette historiographie des corporations, voir EBELING Dietrich, « Zur Ökonomie des Handwerks in der frühen Neuzeit. Anmerkungen zur Historiographie und gegenwärtigen Debatte », in : BRAKENSIEK S., FLÜGEL A., FREITAG W., FRIEDBURG R. von (dir.), *Kultur und Staat in der Provinz. Perspektiven und Erträge der Regionalgeschichte*, Bielefeld, Verlag für Regionalgeschichte, 1992, p. 41-66 ; EHMER Josef, « Traditionelles Denken und neue Fragestellungen zur Geschichte von Handwerk und Zunft », in LINGER F. (dir.), *Handwerk, Hausindustrie und die historische Schule der Nationalökonomie. Wissenschafts- und gewer-*

l'emprise de l'économie de marché, ce qui aurait favorisé la fuite du capital commercial vers les campagnes. En second lieu, le ménage-*oikos* (« ganze Haus ») est un élément central du système socio-économique fondé sur l'économie familiale, dans laquelle l'effort productif est tourné non pas vers le dégagement d'un surplus par la production de valeurs d'échange, mais vers l'assurance de la subsistance (11). Cela vaut aussi bien pour l'industrie rurale à domicile que pour la corporation urbaine : toutes deux reposent sur un mode de production familial et sont régies par le principe de la *Nahrung* (12).

Un problème central du développement proto-industriel résulte de l'« effet anti-surplus » de ce mode de production familial : en effet, l'essor de la demande de travail entraîne une augmentation des revenus familiaux, qui se traduit, à son tour, par une réduction de l'investissement en travail, remplacé par la consommation et l'oisiveté (13). Par conséquent, l'augmentation de la production n'est possible que par l'insertion de main-d'œuvre supplémentaire, ce qui explique la place centrale de l'essor démographique, dans ce modèle théorique, comme facteur explicatif de la croissance économique.

Ce modèle présuppose donc une mentalité économique qui oppose les détenteurs du capital commercial aux petits producteurs de marchandises, pour lesquels le but de la production est la garantie de leurs besoins fondamentaux et dont le comportement, déterminé par ce principe de subsistance, s'oppose à un essor de la production et au principe d'accumulation. Ces deux points incitent à considérer que presque tous les éléments du « principe de subsistance » sont repris dans le concept de proto-industrialisation (14).

À la fin des années 1970, la réception des travaux de K. Polanyi et une certaine lecture du concept d'économie morale de la foule formulé par E. P. Thompson ont contribué à ancrer et à renforcer ces conceptions, le principe de la *Nahrung* venant s'insérer, sans frottements, dans les oppositions 'économie morale/économie de marché', ou encore 'économie encadrée/économie de marché désencadrée'. Les travaux d'anthropologie économique menés par D. Groh, ou encore l'étude d'A. Griesinger sur les grèves des artisans-compagnons dans les villes allemandes du XVIII^e siècle sont deux exemples, parmi bien d'autres, d'une telle interprétation (15).

Une des raisons majeures de cette continuité historiographique réside dans l'omniprésence du terme de

Nahrung dans les sources datant de l'époque moderne, y compris dans des textes rédigés hors des corporations. La récurrence de ce terme a ainsi pu étayer l'idée selon laquelle le « principe de subsistance » serait un élément fondamental d'une « mentalité économique » spécifique aux corporations allemandes.

NAHRUNG : UNE CATÉGORIE FLEXIBLE UTILISÉE « EN CONTEXTE »

À partir des années 1980, un tournant s'est produit progressivement dans l'historiographie, notamment avec les travaux menés par Hans Medick sur la région de Laichingen, en Souabe. H. Medick y retrace le conflit qui oppose, du milieu du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e, les marchands regroupés dans la compagnie de commerce des toiles de la ville d'Urach à la corporation des tisserands de lin. L'enjeu en est la « liberté du commerce », réclamée par la corporation contre les marchands : les tisserands doivent vendre leur lin à la compagnie à des prix fixes, inférieurs aux « prix de marché » pratiqués en dehors des frontières du Wurtemberg. Or, ils réclament soit une augmentation des prix, soit la liberté de vendre leurs produits ailleurs afin d'échapper au droit d'achat par préemption accordé à la compagnie, par privilège. Le conflit entre tisserands et capital marchand (appuyé par les autorités) durera jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : les tisserands se voyant régulièrement opposer des fins de non-recevoir, ils recourent à la fraude, facilitée par le morcellement politique et territorial de cette région du Saint-Empire romain germanique (16).

Ces résultats ont été confirmés par une série de nouveaux travaux qui illustrent un renouvellement historiographique dont on peut distinguer au moins deux piliers : d'une part, s'est imposée la nécessité d'articuler plus étroitement le terme de *Nahrung* aux discours et aux pratiques des acteurs y ayant recours, en se distanciant de la notion – trop « essentialiste » – de mentalité économique : de ce point de vue, l'omniprésence du terme, dans les sources, incitait à remettre en doute l'univocité qui lui était attribuée. D'autre part, la notion de marché a fait l'objet de problématiques

liche Kapital der Ehre. Streikbewegungen und kollektives Bewußtsein deutscher Handwerksgelesen im 18. Jahrhundert, Francfort/Main Berlin Vienne, 1981. Voir aussi BUCHNER Thomas, *Überlegungen zur Rezeption von Nahrung in der handwerksgeschichtlichen Forschung seit dem Nationalsozialismus*, in : BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 67-94, p. 82-83.

(16) MEDICK Hans, « 'Freihandel für die Zunft'. Ein Kapitel aus der Geschichte der Preiskämpfe im württembergischen Leinengewerbe des 18. Jahrhunderts », in *Mentalitäten und Lebensverhältnisse : Beispiele aus der Sozialgeschichte der Neuzeit ; Rudolf Vierhaus zum 60. Geburtstag*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1982, p. 277-294 ; voir aussi MEDICK Hans, *Weben und Überleben in Laichingen 1650-1900. Lokalgeschichte als Allgemeine Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, (1^e édit., 1996), 2^e édit., 1997, p. 65-82.

(17) EHMER Josef, REITH Reinhold, « Märkte im vorindustriellen Europa », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 2004/2, p. 9-24.

(10) *Ibid.*, p. 58.

(11) *Ibid.*, p. 97-98

(12) *Ibid.*, p. 115.

(13) *Ibid.*, p. 119.

(14) Précisons que, par la suite, P. Kriedte, H. Medick et J. Schlumbohm ont très fortement nuancé leurs conclusions sur cette question.

(15) GROH Dieter, *Anthropologische Dimensionen der Geschichte*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1992 ; GRIESSINGER Andreas, *Das symbo-*

renouvelées, reposant notamment sur des emprunts à la sociologie économique américaine et à l'anthropologie et, de manière générale, sur une approche du marché en tant que phénomène social total (17). Au total, la notion de *Nahrung* se caractérise par sa flexibilité, étant utilisée, dans un contexte précis, à des fins très variables.

Un argument légitimant l'exclusion ?

Certains cas attestent d'une volonté, chez les corporations, de se protéger d'une concurrence jugée déloyale et, par conséquent, incompatible avec l'utilité ou le bien communs.

Les luttes menées contre le travail non corporatif en sont un exemple : les études portant sur les cas de Lübeck et de Vienne ont montré à quel point cet enjeu génère des conflits – même si la limite entre travailleurs légaux (membres d'une corporation) et travailleurs illégaux est poreuse (18).

Ce refus de la concurrence apparaît également à Francfort, ville de foire et ville d'Empire travaillée par des tensions politiques et sociales récurrentes entre les autorités urbaines, les milieux marchands et les corporations de la ville. La référence à la *Nahrung* apparaît dans des plaintes, des doléances adressées à ces autorités urbaines. Ce terme (absent des ordonnances et textes officiels régissant le fonctionnement des corporations) est très souvent associé à la possession du droit de bourgeoisie afin de défendre la *Nahrung* des bourgeois de la ville, ce qui permet de légitimer des demandes visant à exclure deux types d'acteurs du marché urbain : d'une part, des concurrents au statut juridique inférieur : étrangers et immigrants (italiens, néerlandais, huguenots...), soldats, ruraux, *Störer* et, d'autre part, les juifs, fréquemment accusés de nuire à la *Nahrung* des bourgeois de la ville (19). Le cas de Francfort est un des nombreux exemples illustrant la teneur essentiellement défensive du recours à cet argument, par des artisans confrontés à une concurrence multiforme au sein de la ville et en dehors d'elle (20).

(18) HOFFMANN Philip R., « Die 'Bönhaserei' als Forschungsproblem der vorindustriellen Gewerbeschichte und deren Bedeutung für das frühneuzeitliche Handwerk am Beispiel Lübecks », in : HÄBERLEIN M., JEGGLE C. (dir.), *Vorindustrielles Gewerbe. Handwerkliche Produktion und Arbeitsbeziehungen im Mittelalter und Früher Neuzeit*, Constance, UVK, 2004, p. 183-210, ici p. 198 suiv. ; BUCHNER Thomas, *Möglichkeiten von Zunft. Wiener und Amsterdamer Zünfte im Vergleich (17.-18. Jahrhundert)*, Vienne, Deuticke, 2004, p. 123 suiv.

(19) BRANDT Robert, « Autonomie und Schutz der 'Nahrung', Bürgerrecht und Judenfeindschaft. Das Frankfurter Innungshandwerk während des Verfassungskonflikts 1705-1732 », in HÄBERLEIN M., JEGGLE C. (dir.), *op. cit.*, p. 229-248.

(20) Voir à propos de l'arrivée des mennonites à Krefeld dans les années 1650 les protestations de la communauté réformée, qui cessent cependant dans les années 1690 : KRIEDTE Peter, *Taufgesinnte und großes Kapital*.

Un argument en faveur de la liberté du commerce

A l'inverse, comme le montre le cas d'Urach, les corporations mobilisent parfois l'argument de la *Nahrung* au nom de la liberté du commerce et, ce, dès la fin du XVI^e siècle. Ainsi, à Münster, la guilde des artisans refuse en 1582 une accise qui frapperait les marchands étrangers et ainsi « chasserait la *Nahrung de la ville* » : elle plaide donc en faveur d'un marché non gêné par des impôts appliqués aux marchands étrangers (21).

De manière générale, la *Nahrung* apparaît comme un revenu issu du commerce des produits du travail, et elle se trouve donc liée à ces deux notions : le commerce, et le travail. Le lien commerce – *Nahrung* renvoie clairement à la perception qu'ont les acteurs évoqués – les maîtres-artisans des corporations – d'une économie de l'échange dans laquelle les marges d'augmentation de la production sont relativement limitées : il est donc essentiel, pour ces artisans, de pouvoir bénéficier des prix les plus avantageux. Ce jeu de la recherche des prix de marché les plus élevés possibles, est compliqué par le morcellement politico-territorial de l'Empire, qui favorise la multiplication de frontières de deux types : des frontières territoriales (entre États territoriaux) et des frontières institutionnelles, notamment autour des villes, dans les cas où existe, autour d'elles, une *Bannmeile*, c'est-à-dire une zone de quelques kilomètres de rayon dans laquelle certains produits doivent obligatoirement être vendus au marché de ladite ville. Ces frontières sont donc parfois perçues par les artisans comme des obstacles au gain de leur *Nahrung*. A Münster, ce sont d'ailleurs les marchands qui demandent au Conseil de la ville la création d'une *Bannmeile* de quatre lieues autour de la ville, pour contrôler le marché de fils et de toiles de lin, et ils justifient cette mesure « interventionniste » par la nécessité de protéger la *Nahrung* des habitants de la ville.

Le lien travail – *Nahrung* semble, quant à lui, apparaître de manière assez marginale, du moins explicitement. En 1748 survient un conflit entre la ville de Francfort et la principauté de Hanau car les fabricants de ceintures et de selles de Hanau vendraient leurs produits à Francfort hors des périodes de foires, ce qui représenterait une atteinte au « travail » de la ville. Le travail est ici lié à des pratiques de vente, c'est-à-dire à la sphère du commerce. Il s'agit ici certes d'un discours tenu par les autorités, mais il existe plusieurs indices tendant à montrer que, pour les artisans également, le travail est une activité de production de marchandises, c'est-à-dire de biens destinés à être écoulés sur un marché en vue de

Die niederrheinisch-bergischen Mennoniten und der Aufstieg des Krefelder Seidengewerbes, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2007, p. 122-125.

(21) JEGGLE Christof, « Nahrung und Markt in Ökonomien städtischer Gewerbe in der Frühen Neuzeit. Methodische Überlegungen am Beispiel des Leinengewerbes in Münster/Westfalen », in BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 95-130, ici p. 115-116.

(22) BRANDT Robert, « Frankfurt sei doch eine « Freye=Reichs=Stadt, dahin jedermann zu arbeithen frey stünde ». Das Innungshandwerk in Frankfurt am Main im 18. Jahrhundert – zwischen Nahrungsemantik

l'obtention d'un surplus excédant la simple satisfaction de leurs besoins fondamentaux (22).

Ce double lien de la *Nahrung* au commerce et au travail se retrouve chez des acteurs de la production extérieurs aux corporations, dans la seigneurie de Schwabegg, en Souabe, acquise par la dynastie bavaroise des Wittelsbach en 1666. En 1764 est fondée la manufacture de draps de Landshut qui intègre en *Verlag* des fileurs des possessions souabes de la Bavière. En 1766, ceux de la seigneurie de Schwabegg sont tenus, par ordonnance, de filer de la laine de brebis bavaroise, qui leur est fournie par un facteur, à qui ils remettent ensuite les filés.

Deux points de conflit apparaissent, entre les fileurs ruraux et les dirigeants de la manufacture. Le premier concerne l'obligation de filer de la laine bavaroise, très fine et donc plus fragile et plus difficile à travailler ; or, ces fileurs travaillent d'habitude de la laine « étrangère », plus grossière : malgré les prix intéressants proposés par la manufacture de Landshut, ils estiment que le ratio temps de travail/salaire/quantité produite n'est pas rentable pour eux. En outre, ils sont très réticents à vendre leurs filés à la manufacture de Landshut, et ils veulent conserver leurs clients en dehors du territoire bavarois (les marchands d'une ville d'Empire voisine, Memmingen), dont les paiements constituent la « *base principale de leur Nahrung* » (23).

Ce conflit révèle d'une part que l'idée de calcul, d'optimisation du temps et de la quantité de travail n'est pas étrangère à la référence que font les paysans-fileurs à la *Nahrung* et, d'autre part, que la garantie de celle-ci l'emporte sur l'« utilité commune » ou l'« honneur de la patrie » invoqués par la direction de la manufacture et les autorités bavaroises, alors que *Nahrung* et « bien commun » sont souvent analysés comme deux valeurs mutuellement adjuvantes dans leur restriction de la place accordée aux intérêts particuliers (24).

LA LÉGITIMATION D'UNE DEMANDE DE RÉGULATION DE LA CONCURRENCE

Les milieux corporatifs font également référence à la *Nahrung* pour appuyer des demandes n'allant dans le

und handwerklicher Marktwirtschaft », in : BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 155-199, ici p. 172-173.

(23) SCZESNY Anke, *Zwischen Kontinuität und Wandel. Ländliches Gewerbe und ländliche Gesellschaft im Ostschwaben des 17. und 18. Jahrhunderts*, Tübingen, bibliotheca academica, 2001, p. 104-108, citation p. 106.

(24) Voir par exemple BLICKLE Renate, « Nahrung und Eigentum als Kategorien in der ständischen Gesellschaft », in SCHULZE W., GABEL H. (dir.), *Ständische Gesellschaft und Mobilität*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 73-93.

(25) JEGGLE C. in BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 118-121.

(26) REITH Reinhold, « Zünfte im Süden des Alten Reiches : Politische, wirtschaftliche und soziale Aspekte » in HAUPT H.-G. (dir.), *Das Ende*

sens ni d'une liberté du commerce, ni d'une restriction de la concurrence.

En 1602, un groupe de tisserands de Münster rédige ainsi une pétition demandant la création d'une corporation spécifique de tisserands de lin, afin de garantir leur *Nahrung*. Une des raisons avancées est l'existence de corporations dans les villes voisines, qui profiterait à la *Nahrung* des artisans de celles-ci. La défense de la *Nahrung* passe par la création d'une corporation, car celle-ci fixe des standards de qualité reconnus, qui facilitent l'écoulement des marchandises. En outre, la corporation permettrait de contrôler et de garantir la qualification de la main-d'œuvre artisanale. Les tisserands de Münster sont certes confrontés à la concurrence des tisserands non-bourgeois, mais ils semblent motivés moins par la volonté de les exclure – beaucoup de pétitionnaires sont des nouveaux venus dans la ville – que par celle d'imposer à tous les mêmes règles du jeu (25). Ici, la *Nahrung* légitime une demande de régulation visant à assurer des conditions égales d'accès aux marchés à l'ensemble des acteurs impliqués dans la sphère de l'échange. Par ailleurs, le souci apporté à la qualification de la main-d'œuvre et à la qualité des produits traduit la volonté de donner un minimum de prévisibilité et de stabilité à ce marché.

Le même souci d'assurer une égalité de conditions d'activité motive les demandes de création de corporations rurales. Les corporations urbaines excluent, en effet, du marché les tisserands ruraux au nom de leur inaptitude, sur le plan juridique comme sur celui de la qualité de leurs produits. Ceux-ci tentent de contourner cette exclusion en adressant des demandes de fondation de corporations rurales. Dans le Sud de l'Empire, ces fondations ont ainsi connu deux phases majeures : au début du XVII^e siècle, elles correspondent essentiellement à une tentative de démarcation et d'affirmation des artisans ruraux, les gouvernements étant guidés par des motivations d'ordre fiscal, tandis que dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, ces corporations rurales s'inscrivent dans le contexte d'une concurrence accrue entre États de l'Empire, et constituent aux yeux des gouvernements des États un « instrument d'intégration territoriale » (26). Le cas de la Souabe orientale montre que l'appartenance à une corporation représente, pour les tisserands ruraux, la possibilité d'accéder aux débouchés urbains : c'est pourquoi leurs demandes sont presque toujours motivées par la référence à la *Nahrung*. Celle-ci désigne ici à la fois la subsistance et l'activité économique : ces créations s'inscrivent dans un mouvement de professionnalisation de l'artisanat rural, dont les acteurs ne veulent plus être considérés comme de simples fournisseurs soumis

der Zünfte. Ein europäischer Vergleich, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002, p. 39-69, p. 44.

aux intérêts de l'économie urbaine (27). L'entrée dans une corporation permet donc aux artisans ruraux de bénéficier des mêmes conditions d'accès aux marchés que leurs concurrents urbains. La référence à la *Nahrung* vient ainsi légitimer une demande de régulation au sein d'un marché donné, et non contre ce dernier.

CONCLUSION

Il convient de souligner la polysémie de la catégorie *Nahrung* : il s'agit d'abord d'un revenu garantissant la couverture d'un certain nombre de besoins fondamentaux et, par conséquent, la reproduction de la force de travail ; le terme désigne ensuite une activité économique pratiquée par des acteurs qualifiés et officiellement reconnus (maîtres, compagnons...) ; il correspond, enfin, à un bien commun (la *Nahrung* d'une ville) reposant sur la commercialisation de marchandises dont la qualité est identifiée et reconnue (28).

On peut citer deux des principaux prolongements que ces travaux récents appellent. Le premier concerne le statut des femmes au sein des corporations artisanales, et de l'économie urbaine en général. Le thème de la *Nahrung* apparaît de manière récurrente, et suivant des modalités très proches de celles qui ont été évoquées ici : il peut servir à légitimer la participation de femmes à la gestion des ateliers artisanaux et à la production, comme par exemple les veuves de maîtres, mais il peut aussi servir à les exclure de ce champ, si la priorité est de consolider le statut économique des chefs de ménage masculins, comme le montre le cas des corporations d'Augsbourg, au XVIII^e siècle (29). Cette utilisation à géométrie variable de l'argument, en fonction d'intérêts spécifiques, se retrouve à propos de l'économie domestique des ménages urbains : ainsi, à Leipzig, le souci de garantir la *Nahrung* des hommes et d'œuvrer au « bien commun » sont les deux motifs avancés par les autorités de la ville, à partir de 1650 et jusqu'au début du XIX^e siècle, pour modifier le régime successoral en faveur des hommes, en leur permettant de recouvrer la possession de biens dont la transmission ne pouvait initialement se faire qu'entre femmes (30).

En second lieu, beaucoup des exemples mentionnés ici font apparaître une dimension spatiale dans les conflits, ou dans les argumentations avancées. En premier lieu,

la garantie de la *Nahrung* passe par une régulation qui s'exerce à plusieurs échelles : à l'échelle « régionale » des relations entre villes ou entre États territoriaux, à l'échelle « territoriale » des relations entre villes et campagnes, ou à l'échelle locale des relations entre les différents acteurs impliqués dans la production de toiles (tisserands bourgeois / non-bourgeois). En second lieu, le rapport entre principe de subsistance et liberté du commerce est loin d'être univoque, et il est impossible de raisonner à partir d'une configuration qui opposerait, d'une part, *Nahrung*, protection par des frontières douanières ou institutionnelles et refus du marché, à, d'autre part, recherche du profit, volonté d'abolition des frontières et défense du principe de liberté du commerce. Les lignes de front sont singulièrement plus embrouillées, car elles sont dessinées par des acteurs poursuivant des intérêts spécifiques dans des contextes mouvants – la plasticité et la polysémie de la notion de *Nahrung* permettant précisément sa mobilisation à des fins très diverses. Une telle dichotomie est donc à considérer comme un artefact, dont les racines se situent probablement au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, qui renvoie, en fin de compte, davantage aux « lunettes » et aux catégories de l'historien qu'à celles des acteurs de la période moderne.

(27) SCZESNY A., *op. cit.*, p. 168 suiv. ; SCZESNY Anke, « Nahrung, Gemeinwohl und Eigennutz im ostschwäbischen Textilgewerbe der Frühen Neuzeit », in BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 131-154, ici p. 144 suiv.

(28) JEGGLE C. in BRANDT R., BUCHNER T. (dir.), *op. cit.*, p. 126-127.

(29) WERKSTETTER Christine, *Frauen im Augsburger Zunft Handwerk : Arbeit, Arbeitsbedingungen und Geschlechterverhältnisse im 18. Jahrhundert*, Berlin, Akademie-Verlag, 2001 ; WERKSTETTER Christine, « 'da ich meinem Vater Tochter, Gesell, Junge und handtlinger gewesen...' Arbeitsfelder, Ausbildung und 'work identity' von Frauen im Augsburger Zunft Handwerk des 18. Jahrhunderts », in HÄBERLEIN M., JEGGLE C. (dir.), *op. cit.*, p. 163-179.

(30) GOTTSCHALK Karin, *Eigentum, Geschlecht, Gerechtigkeit. Haushalten und Erben im frühneuzeitlichen Leipzig*, Frankfurt/Main, Campus, 2003.